

Comité Technique Local du 28 mars 2017

Déclaration liminaire des élus FO-DGFIP 64 au CTL du 28 mars 2017

Monsieur le Président,

Par note de service du 3 février 2017, le Directeur Général vous a demandé de mettre à l'ordre du jour d'un Comité Technique Local un nouveau règlement intérieur.

En mode décomplexé, affichant un mépris assumé du dialogue social, Bruno PARENT chamboule ainsi, en cours de mandat, le fonctionnement de nos Comités Techniques Locaux et de nos CAP Locales.

Quand on change les règles du jeu avant la fin de la partie, tous les enfants vous le diront : c'est de la triche !

Les élus **FO-DGFIP 64** sont stupéfaits par de telles méthodes, indignes d'une administration qui ne se respecte donc plus elle-même. Quand le Directeur Général donne un os à ronger aux organisations syndicales (en sollicitant leurs remarques), pour mieux leur expliquer ensuite qu'elles l'ont rongé pour des clous (en publiant brutalement la note mensongère du 3 février), à quoi joue-t-il encore ? Il y a là un plaisir nauséabond à provoquer pour provoquer.

Et vous, Monsieur le Président, vous qui devez obtempérer et changer le règlement intérieur en cours de route, vous qui avez ordre de le faire adopter en l'état, vous qui vous trouvez dans une situation inconfortable face aux représentants du personnel aujourd'hui, qu'en pensez-vous ?

Sans doute auriez-vous apprécié que certains articles soient amendés ?

Au début de la réunion, article 5 oblige, vous devrez communiquer au comité la liste des participants, ainsi que le nom et la qualité des éventuels experts. Puis, en application de l'article 11, et après avoir vérifié que le quorum est réuni, vous rappellerez les points inscrits à l'ordre du jour. Garant du bon déroulement des réunions, vous n'ignorez plus l'article 19, et vous ferez procéder à un vote sur tout point de l'ordre du jour à la demande de tout représentant du personnel ayant voix délibérative. Mais votre pire calvaire sera l'article 23, qui rappelle que le procès-verbal dûment signé doit être adressé aux membres du CTL un mois après la réunion de chaque instance, et qu'il doit être approuvé au premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

FO-DGFIP 64 se réserve la possibilité d'exiger l'application stricte de tous les points du règlement PARENT si aucun amendement n'est décidément possible.

1 / Ponts naturels 2017 (pour avis et vote) :

Les ponts naturels, au nombre de 2 seulement (26 mai et 14 août), ont fait l'objet de notre approbation. Au-delà de deux, nous aurions demandé à ce que les agents soient consultés.

2 / Modification des horaires de la Trésorerie de Lescar ainsi que du SIE de Pau Sud (pour avis et vote) :

Sur ce point de l'ordre du jour, nous sommes restés fidèles à notre position de défense du service public.

S'agissant de la Trésorerie de Lescar, nous sommes conscients des difficultés de ce poste (comme de tant d'autres d'ailleurs) sur le plan des effectifs. Nous le répétons une fois de plus, la diminution des effectifs engendre la souffrance des personnels sur le lieu de travail et conduit à des fermetures de plus en plus grandes vis à vis du public. Ceci s'accompagne d'un manque de lisibilité sur le plan départemental des horaires d'ouverture des différents services engendrant des « déports » sur ceux qui sont ouverts et vice versa.

Ceci étant, vos représentants FO ont refusé de prendre part au vote dans la mesure où ce dispositif est mis en place depuis le 01/02/2017 et que, depuis, il y a eu deux CTL dans lesquels ces modifications d'horaires auraient pu être examinées. Nous avons regretté une fois de plus la suppression d'un emploi à Lescar.

En ce qui concerne les horaires du SIE de Pau Sud, vos représentants FO ont voté contre, non pas envers les agents qui subissent des restructurations et ont harmonisé leurs horaires avec le site d'Orléans, mais parce qu'en fermant de plus en plus au public la DGFIP scie la branche sur laquelle elle est assise.

3 / Mise en œuvre du nouveau règlement intérieur du CTL (pour avis et vote) :

Le Président a fait part de son embarras concernant le règlement intérieur à l'ordre du jour de ce CTL, dès lors qu'il ne peut être amendé mais qu'adopté en l'état.

Vos représentants FO ont rappelé au Directeur Départemental qu'il pouvait aménager les dispositions de certains articles, notamment le défraiement (frais de transport + repas) des suppléants ainsi que le temps alloué aux élus afin de préparer et rendre compte de ces réunions. En effet, ces dispositions ont « disparu » du nouveau règlement intérieur ! Le vote contre unanime des OS entraîne de facto un réexamen de ce point lors du prochain CTL du 10 avril.

4 / Réflexion sur la cartographie des résidences d'affectation nationale (pour information) :

Sur ce sujet, l'idée de la Direction Générale est de laisser toute latitude aux départements pour étudier la possibilité de fusionner certaines RAN, tout en excluant tout redécoupage. Dans ce contexte la prudence s'impose, surtout si les droits des agents peuvent être remis en cause.

Aujourd'hui, la direction locale nous précise qu'il n'y a aucun projet, aucune demande, tout en rajoutant que « si l'on pouvait envisager la fusion des RAN de Biarritz avec Bayonne cela permettrait de pourvoir des emplois vacants en octroyant plus de pouvoir aux CAP locales ». Vos élus FO-DGFIP 64 ne partagent pas ce point de vue.

Nous avons rappelé qu'aux dernières CAP de mutations, des agents demandaient la Côte Basque et se sont retrouvés en Béarn. Nos revendications principales en matière de mutation sont l'affectation la plus fine possible ainsi que la fin du statut d'ALD.

5 / Questions diverses :

Restructurations :

► Sur le plan des nouveautés, le Président se propose désormais de fusionner Saint-Jean-Pied-de-Port et Saint-Etienne-de-Baïgorry.

► En revanche, pour des raisons de timing, il n'y aura pas de fusion des SIE der Pau en 2018 contrairement à ce qui avait été annoncé au CTL du 17/02/2017.

► Le directeur a réaffirmé sa volonté de régler rapidement les fusions de Garlin/Arzacq ainsi que Salies/Sauveterre.

Places de parking de Monpezatla devise sera : « beaucoup de postulants et peu d'élus » :

Nous avons appris qu'il y avait 270 utilisateurs potentiels, 190 badges de distribués, et que 54 des 65 places de parking de Monpezat seront réservés en priorité aux agents du Centre de contact (chiffre à tempérer dans la mesure où ces agents travailleront en roulement). La Direction a précisé qu'il lui reviendrait de gérer les priorités entre le surplus de places de Monpezat et ce qu'il lui sera possible d'obtenir sur la place de Verdun.

Charge de travail Trésorerie Bayonne Municipale :

Les élus FO-DGFIP 64 ont relayé les revendications des collègues de la TPM de Bayonne quant au soutien dont ils doivent faire l'objet face à l'afflux de travail et ce, consécutivement à la mise en place de l'EPCI Pays Basque. La Direction nous a précisé que, dans un premier temps, 2 agents de l'EDR y seront affectés tout le mois d'avril.

Tutorat des « nouveaux » chefs de postes :

Les élus FO-DGFIP 64 sont également intervenus sur le tutorat susceptible d'être mis en place concernant les nouveaux Chefs de postes, notamment ceux qui changent de filière. La Direction nous a fait part de son refus de mettre en place un tuteur officiel. Cependant, elle s'est engagée à porter une attention particulière sur ce sujet.

Vos représentants FO-DGFIP 64 à ce CTL :

Hervé LARROUQUERE (Trésorerie Bayonne Centre Hospitalier) / Bernadette LAYRIS-VERGES (Accueil Pau-Orléans) / Christine GABARRUS (Trésorerie Hasparren) / Isabelle SORIANO (Trésorerie Anglet-Adour-Océan) / Jean BERNET (Trésorerie Oloron – expert) / Jean-Philippe ALTHAPE (DDFIP Pau)